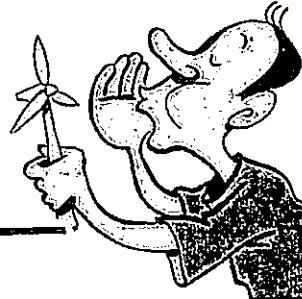


COEDRA Mén

infos



N° 25 Janvier 2014

Bulletin de la Coordination d'Opposition à l'Enfouissement des Déchets Radio-Actifs et pour la Maîtrise de l'énergie

«Les jeunes voient en moi un vieux monsieur qui représente une certaine façon de penser».

Magnifique vieillard chenu au collier de barbe blanche et à l'éternelle écharpe rouge, Albert Jacquard n'est plus. Figure charismatique dotée d'un humanisme transcendental et d'un fort esprit critique non dénué d'humour, ce généticien de renommée internationale a su s'imposer dans les médias pour défendre les «causes perdues» et exposer une autre vision de la société, moins technicienne, plus humaine, combattant sans relâche les préjugés et comportements suicidaires des experts et autres oligarques qui dirigent le monde.

De Polytechnique à l'association Droit Au Logement -dont il était Président d'honneur- Albert Jacquard a fait du chemin

A méditer

Un banquier est quelqu'un qui vous prête un parapluie quand il fait grand soleil, et qui vous le reprend dès qu'il commence à pleuvoir. Mark Twain

Vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne.
J.J. Rousseau

Un homme est riche de tout ce dont il peut se passer. Henri David Thoreau

Edito

dans sa longue carrière scientifique. Célèbre pour sa ténacité et son engagement sans concession dans la lutte contre le Nucléaire aussi bien militaire que civil, le vieux généticien ne mâchait pas ses mots: «Le nucléaire est un cadeau plus qu'empoisonné, c'est le suicide à terme de l'humanité». On se souvient en particulier de ses prises de position radicales sur le sort des «déchets nucléaires qu'on veut enfouir pour un million d'années comme on glisse la poussière sous le tapis».

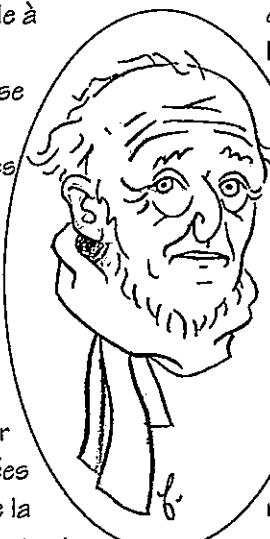
La Coedra se devait bien de rendre un vibrant hommage à ce militant hors du commun.

A contre courant des scientifiques -ou plutôt scientistes- qui monopolisent les «médias qui comptent», la parole d'Albert Jacquard va manquer aux associations qui luttent pour que le monde ne succombe pas au chaos, car ils ne sont pas si nombreux ces «lanceurs d'alerte» qui nous mettent en garde contre le «système technicien» (cf

Il est possible de consulter d'autres articles et télécharger les numéros de toute la revue à l'adresse suivante : <http://coedramen.weebly.com/>

Jacques Ellul, un autre penseur trop peu connu du grand public) qui a pris l'ascendant sur l'homme qui était censé le diriger.

Fidèle à sa conviction, la Coedra poursuit son travail d'investigation et d'information sur les problèmes posés par la prolifération de l'énergie nucléaire et ses conséquences désastreuses à Tchernobyl et à Fukushima (p6); elle fait le point sur le développement des énergies renouvelables: expansion de l'éolien -mis à mal en Mayenne par le passage d'un couloir aérien militaire (p2)- le solaire, la biomasse [le reportage de ce numéro est consacré au retour d'expérience du village breton du Méné (p4/5)]...Pour compléter nos articles, nous continuons de proposer des livres et de la documentation aux militants intéressés (p8).



Agenda

- 22 février: Manifestation à Nantes contre le projet d'aéroport. Réservation car ou renseignements au 02 43 49 00 75
- 15 mars Conférence Anniversaire renvoi Mission Granite à Bais
- Mars avril: Accueil des enfants de Tchernobyl

L'Armée de l'Air et les éoliennes

Après un avis favorable au projet éolien sur la commune de Charchigné, le 26 mai 2012, l'armée vient de se réveiller en septembre 2013, pour retirer son autorisation au motif suivant :

« Après consultation des différents organismes concernés de La Défense, il ressort que ce projet qui se situe dans la zone gérée de servitudes aéronautiques gérées par le ministère est de nature à remettre en cause la mission des forces.

En effet, du point de vue des contraintes aéronautiques, les éoliennes se situent dans un secteur d'entraînement au vol à très basse altitude de jeu à une hauteur inférieure à 150 mètres dénommé SETBA SELUNE.

SETBA (Secteur Entraînement Très Basse Altitude à vue)

Afin de ne pas dégrader la capacité des forces à réaliser ce type d'entraînement et afin de préserver la sécurité des aéronefs y évoluant, l'implantation de projets éoliens supplémentaires n'est plus possible dans ce secteur... ».

Ce réveil tardif est pour le moins curieux, quand on sait que l'armée n'a jamais émis d'opposition, ni au plan départemental éolien du Conseil Général, mené avec les services de l'Etat, ni plus récemment au Schéma Régional Eolien dont la consultation avec la Préfecture de Région s'est achevée il y a moins d'un an.

Le secteur SETBA couvre la moitié du département de la Mayenne et pourrait impacter plus de 100 MW de projets en Mayenne (40 éoliennes).

Il viendrait chambouler le Plan Energie Climat départemental dont la principale source d'énergie électrique vient du vent. Ce serait par ailleurs, un gaspillage énorme d'études, de travaux, d'argent et de multiples réunions avec les élus notamment.

Suite à la consternation de nombreux élus, citoyens et d'entreprises, ainsi que du Conseil Général, le préfet a organisé une réunion à la préfecture le 20 décembre 2013 avec le Colonel Labourdette, directeur de la circulation aérienne militaire.

Force est de constater que l'armée a durci le ton sur le projet de Charchigné, invoquant que la densité éolienne de ce secteur ne leur permettait plus de s'entraîner dans des conditions satisfaisantes. Par contre le Colonel a plutôt donné son aval pour le projet d'Hardanges et a laissé entendre que ce serait à l'avenir au cas par cas. Cet entêtement met à mal le projet de territoire à énergie positive de Charchigné et met les entreprises dans une posture intenable ; quel développeur,

aujourd'hui, va dépenser 200 000 € en études et dossiers pour se voir signifier au final un refus des autorités militaires ?

Il faut maintenant poursuivre les discussions pour revenir à la raison, respecter les élus de base de la république et avoir une approche plus globale prenant en compte les intérêts de tous les acteurs oeuvrant sur ce territoire. L'armée doit aussi comprendre que l'urgence énergétique territoriale n'est plus la même aujourd'hui qu'hier et qu'il faut qu'elle s'inscrive elle aussi dans la transition énergétique récemment rappelée par le Président François Hollande.

L'éolien en Mayenne

Avec la mise en place récente de trois nouvelles éoliennes VESTAS au Ham, la Mayenne totalise aujourd'hui 36 éoliennes pour une puissance de 76.5 MW et une production qui couvre environ 7% de la consommation électrique totale

mayennaise.

De nombreux permis de construire sont accordés, mais bloqués avec des recours au tribunal administratif déposés par les opposants.

Les délais de jugement sont très

longs et ne sont pas en adéquation avec les délais de raccordement à ERDF. C'est un véritable gaspillage de temps, d'argent, d'énergie, dans une période où pourtant personne ne conteste le besoin de faire des économies !

Militer au pays de V. Poutine n'est pas une sinécure

Le 24 septembre 2013, Les 30 militants composant l'équipage de l'Artic Sunrise, le bateau de Greenpeace, qui protestaient contre les forages d'une plateforme de Gazprom en Arctique, ont été placés en détention préventive et soumis à des interrogatoires. Accusés de piraterie, ils risquent des peines de



plusieurs mois de prison... Sous la pression internationale, ils ont été libérés sous caution vers le 20 novembre (seul, l'australien Colin Russel a été maintenu en détention pour des raisons qu'on ignore).

Aux dernières nouvelles, il semblerait que la situation se soit clarifiée. En libérant tous ces militants, par un geste magnanime Vladimir Poutine a voulu prouver à la communauté internationale que la Russie est "une grande démocratie" qui respecte les droits de l'homme!

Hervé Kempf, journaliste-écrivain, a quitté "Le Monde"

Hervé Kempf, pierre angulaire en matière d'environnement au sein du quotidien Le Monde, a rendu son tablier en septembre 2013. Après des expériences multiples telles que la radio (Science et vie micro), la télé (Sauve qui veut sur France 2), sa collaboration au Courrier International, rubrique sciences, et le magazine La Recherche sur les sujets technologiques et écologiques, ses compétences le conduisent au journal Le Monde en 1998.. En effet, tant à propos des OGM que des problèmes d'énergie et du changement climatique, ses articles très fouillés, bien documentés laissent apparaître une vision très globale de l'écologie avec son incontournable dimension sociétale. Le contenu de ses

chroniques est sans ambiguïté quand il s'agit de dénoncer l'attitude destructrice et prédatrice des multinationales non seulement dommageable à notre environnement mais aussi source du démembrément de nos sociétés.

Ce n'est pas en publiant, en 2007, un ouvrage intitulé « Comment les riches détruisent la planète » qu'il pouvait s'attirer les faveurs des actionnaires du Monde. Au sein de la rédaction du Monde, il suit en particulier le dossier du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes. Malheureusement, la direction entrave le suivi de ses interventions ; ainsi certains articles tombent dans les « oubliettes ». De plus, en déclarant vis à vis du journal que cette affaire revêt un caractère national et pas simplement local, il se met en porte-à-faux. Pour couronner le tout, il révèle l'embauche par VINCI,

principal opérateur du futur chantier, de Mr Hagelsteen l'ancien préfet de Loire Atlantique ! De surcroît, il se voit refuser de faire un reportage lors des manifestations importantes d'octobre et novembre 2012 lors desquelles le déploiement policier est impressionnant et disproportionné face à des gens pacifiques. Le cumul de ces difficultés entraîne sa rupture avec le journal. Après une période difficile, ce journaliste respectable et courageux quitte Le Monde en août 2013.

Comme le disait naguère Guy Béart dans une de ses chansons : « Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté. »

Au nom de notre bulletin, nous lui souhaitons bon « vent debout ! » et gageons qu'il aura cette attitude au sein de Reporterre, ce quotidien de l'écologie dont il est un des créateurs. (Voir Reporterre.net)

Où est passée l'écologie ?

Les débats du « développement durable » se déroulaient le 9 décembre 2013, dans l'auditorium du Monde, avec pour thèmes : « L'alimentation du 20ème siècle sera-t-elle verte ? » et « La transition écologique peut-elle être démocratique ? » Que de sujets porteurs et

importants ! Seulement, à scruter les détails de l'affiche qui annonçait cette journée, on reste très dubitatif ; on y trouve comme co-organisateurs le quotidien Le Monde et McDonald's et, comme partenaires, SciencesPo (Chaire de développement durable), les Mines Paris-Tech et l'ISIGE (Institut Supérieur d'Ingenierie et de Gestion de l'Environnement).

L'ISIGE se pare d'un logo vert à l'image, semble-t-il, d'une feuille de vigne. Serait-ce le faux nez des Mines ? Le GreenWashing est décidément omniprésent. Alors difficile de dire « qu'importe le flacon...pourvu qu'on ait l'ivresse ». Les témoins de ces débats l'auront-ils eue ?

A LA RENCONTRE D'UNE COMMUNAUTE DE COMMUNES

EN MARCHE VERS L'AUTONOMIE ENERGETIQUE

La Communauté de communes du Mené en Centre-Bretagne est réputée pour ses démarches innovantes en matière d'énergie. Le 1er octobre 2013, à l'initiative du Conseil de développement de la Haute-Mayenne et de la COEDRA-Mén, nous étions une trentaine à nous rendre sur place pour mieux appréhender la réalité de ce territoire composé de 7 communes avec une population de 6.309 habitants.

HISTORIQUE

Dans un territoire traditionnellement irrigué par un riche tissu associatif, à la fin des années 90, des agriculteurs s'interrogent sur la fragilité du modèle agricole dominant et ses impacts environnementaux. Avec des non-agriculteurs et des élus, ils se mobilisent pour trouver des pratiques différentes.

Les objectifs sont clairement établis : autonomie énergétique à l'horizon 2025 (remplacement des sources d'énergie importées par des énergies issues de ressources locales).

Nous allons emprunter la « route des énergies » pour visiter différents sites.

MENERPÔLE : Pépinière d'entreprises

Situés à Le Gouray, les locaux isolés dans une enveloppe étanche de 25 cm de ouate de cellulose sont chauffés à 90% par le soleil. Ils accueillent 6 entreprises qui se consacrent aux métiers de l'économie d'énergie et des énergies renouvelables, pour une durée maximum de 3 ans.

Une entreprise s'est déjà retirée pour prendre son autonomie.



La Route des ÉNERGIES

100% renouvelables

GEOTEXIA : Usine de méthanisation

C'est le projet le plus ancien du territoire, dont l'origine de la réflexion remonte à 1999. Cette usine basée à Saint-Gilles-du-Mené permet de traiter les lisiers de 35 exploitations agricoles ainsi que des graisses animales issues des usines agroalimentaires du territoire (dans le Mené, les abattoirs Kermené, filiale des centres Leclerc, emploient 2.000 personnes).

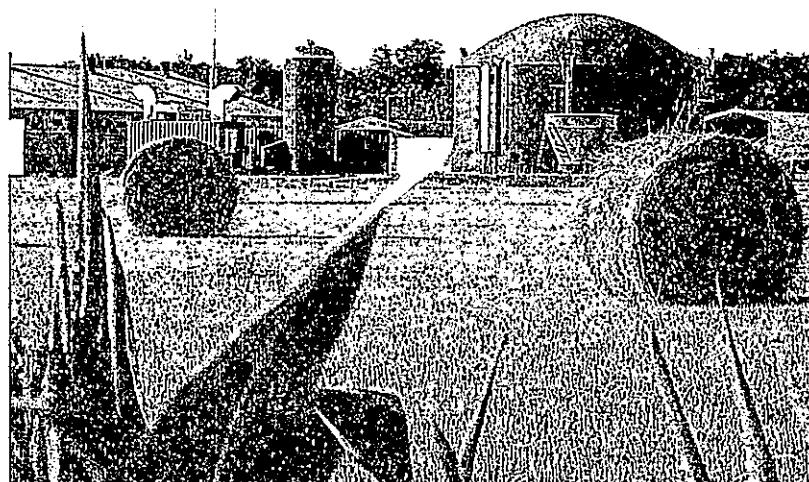
La capacité totale de traitement est de 75.000 tonnes/an. Le biogaz produit est utilisé pour alimenter 2 moteurs produisant entre 13 et 15 mille de MWh/an d'électricité auxquels viennent s'ajouter 14.400 MWh/an d'énergie thermique. A terme, cette énergie thermique devrait servir à chauffer des serres destinées au maraîchage et gérées par une association d'insertion. Une réflexion est également en cours pour de l'algoculture (spiruline) ou de l'aquaculture.

Les 58.000 m³ d'eau propre restant alimentent des plantations de saules (taillis à très courte

rotation) et de miscanthus qui vont être utilisés dans les chaudières. La partie solide, riche en éléments (NPK) est exportée vers la Beauce. Le concentrat liquide, en passe d'être homologué, sera vendu comme engrais liquide (jardineries, etc.).

Le processus global évite le rejet de 9.800 tonnes de CO₂/an

Les agriculteurs regroupés en CUMA Energie possèdent une minorité de blocage dans l'usine. Pour la cohérence du projet, chaque agriculteur s'est engagé à ne pas augmenter le nombre



de truies. De même, aucune culture complémentaire n'est utilisée pour le fonctionnement du méthaniseur.

CITEOL : Parc éolien des « Landes du Mené »

140 ménages du territoire se sont regroupés sous la forme de 8 clubs d'investisseurs (CIGALES) pour détenir 30% du capital social du projet. Cet ensemble de 7 éoliennes d'une hauteur de 90m (restriction due aux vols d'avions de chasse sur la ligne) et d'une puissance de 850 kW chacune devrait être en fonctionnement prochainement pour une production annuelle estimée de 13 à 19.000 MWh.

Le souhait est de mettre en service 2 autres parcs éoliens dans l'avenir.

MENERGOL : Huilerie de colza

Sur la commune de Saint-Gouëno, cette huilerie de colza, mise en service en 2007, regroupe 65 agriculteurs avec environ 500 ha de colza. La production annuelle est de 1.400 tonnes soit 1,6 millions de litres. L'objectif prioritaire est le fonctionnement des tracteurs avec une ressource locale non fossile, mais aussi l'alimentation animale avec les tourteaux récupérés (autant de soja importé en moins). L'économie de CO₂ est d'environ 4.000 tonnes/an.

Pour faire connaître la démarche au plus grand nombre, une petite partie de cette huile est filtrée et commercialisée pour l'alimentation humaine.

LE BOIS

Trois chaudières collectives à bois déchiqueté sont en fonctionnement au Gouray, à Saint-Gouëno et Saint-Jacut-du-Mené.

Deux autres réseaux de chaleur sont en cours à Langourla et Collinée. Huit chaudières individuelles sont en activité chez des agriculteurs.

Parallèlement, 17 km de haies ont été replantés et un programme de plantation de 30 ha de taillis à courte ou très courte rotation

est prévu.

LE SOLEIL

En dehors des panneaux photovoltaïques installés chez des particuliers et des agriculteurs, les plateformes bois énergie du Gouray et de Saint-Gouëno en sont également pourvues, ainsi que le toit de l'école de Plessala.

Une centrale au sol de 6 ha est en projet sur des terres impropre à l'agriculture.

ET LES ECONOMIES D'ENERGIES ?

La communauté de commune n'est pas inactive sur ce plan là. Ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation :

L'aménagement de zones résidentielles à faible impact énergétique et environnemental à Collinée et au Gouray

Opérations de réduction de consommation de l'éclairage public

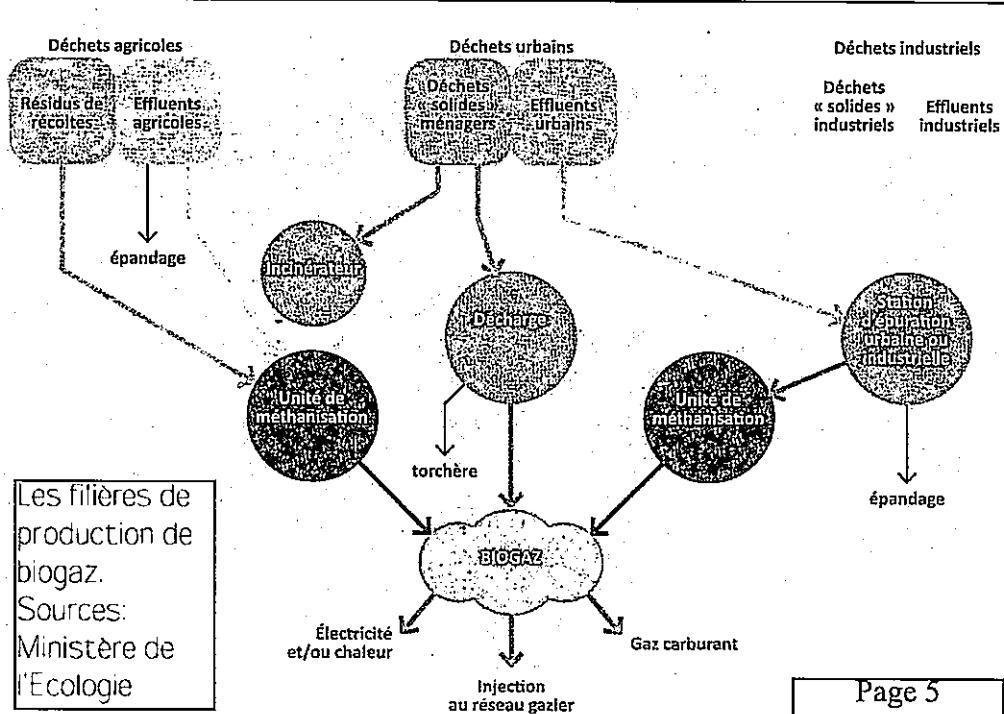
Restaurant scolaire BBC

Création d'un emploi de conseiller en énergie partagée

Diagnostics énergétiques dans les bâtiments publics

Lancement d'un programme immobilier « 35 maisons solaires avec zéro dépense d'énergie pour le chauffage »

Bref, ça bouge dans le Mené et il y a des idées à glaner. L'énergie de ses habitants est communicative. On en reparlera en 2014 avec le Conseil de développement de la Haute-Mayenne.



A propos du nucléaire: catastrophes et autres échos

Déraillement à Drancy. Le 23 décembre un wagon transportant des matières radioactives a déraillé à faible vitesse alors qu'il circulait à proximité de la gare de triage de Drancy (Seine-Saint-Denis). Aucune fuite radioactive à déplorer, mais élus et habitants sont inquiets.

EPR de Flamanville. L'autorité de sûreté nucléaire (ASN) a découvert de graves dysfonctionnements sur une machine au sein du bâtiment du futur réacteur nucléaire. Michèle RIVASI eurodéputée EELV s'alarme : « Après la mort accidentelle d'un ouvrier en janvier 2011, la non-déclaration de centaines d'accidents du travail et le recours au travail dissimulé de salariés roumains et polonais, mais aussi les multiples erreurs de construction (vanne de sécurité montée à l'envers, béton mité, endommagement de la cuve du réacteur, etc.), on constate une nouvelle fois l'irrespect de principes élémentaires du droit du travail. Le fiasco de l'EPR n'en finit plus ».

Justice. EDF a été condamné pour la première fois pour "faute inexcusable" pour le cancer du poumon contracté par un employé de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly dans le Loiret. Jean-François Cloix, est mort en 2009, à 53 ans. Dans le cadre de ses fonctions il avait été soumis à de faibles doses de rayonnements ionisants.

AREVA au Brésil. Le Brésil relance sa production nucléaire. Deux réacteurs assurent un tiers de l'approvisionnement de l'État de Rio de Janeiro, la construction d'une troisième tranche avait été

interrompue en 1986 en raison de problèmes de financement. Areva fournira notamment le centre de pilotage de la centrale, qui représente une part substantielle du contrat. "Par rapport au projet initial, on a rajouté des améliorations post-Fukushima ...".

Royaume-Uni. Le gouvernement britannique et EDF ont signé un accord portant sur la construction par AREVA de deux réacteurs nucléaires de type EPR au Royaume-Uni. Areva devrait prendre une participation minoritaire dans le projet, aux côtés des groupes chinois CGN & CNNC. H. Proglio, a souligné qu'il s'agissait d'un "moment clef dans l'histoire d'EDF", dans le prolongement du rachat du parc britannique « British Energy ».



RELANCE DU NUCLEAIRE A L'EST

Les États-Unis ferment la centrale de San Onofre en Californie. Il y avait « des fuites dans plusieurs milliers de tubes de générateurs de vapeur »... Par ailleurs « Les programmes de plus de la moitié des 28 nouveaux réacteurs ont été officiellement annulés ou arrêtés...».

Les grands chantiers du nucléaire sont situés hors de l'Europe. Ils interviennent alors que la part mondiale de l'énergie nucléaire a été en repli en 2012 pour la 2e année consécutive, principalement du fait du Japon. Désormais revenue au niveau de 1984, cette filière industrielle est entrée dans une phase de déclin que Fukushima n'a fait qu'accélérer. Quand on pense que la Russie relance la construction de réacteurs nucléaires dans les pays de l'Est.... au Bélarus en particulier....

Dernières nouvelles de Fukushima

Le 16 décembre quelques journalistes se sont rendus à Fukushima au moment où TEPCO commençait à vider la Piscine n°4 où sont entreposées 1.535 barres de combustible d'uranium. Depuis, 233 éléments neufs -peu radioactifs- ont été retirés. Il avait fallu, au préalable, vider la piscine de tous les débris entassés au moment de la catastrophe et il faut maintenant espérer que rien ne vienne entraver le retrait des barres

usagées, qui sont, elles, extrêmement radioactives. Cette piscine n°4 est régulièrement refroidie par un apport d'eau massif. Une eau stockée ensuite dans plus de 800 citernes (350.000 t. l.) qui sont alignées sur le site de la centrale. Depuis le mois d'août la presse fait régulièrement état de fuites dans ces citernes ; 300 t. (!) le 8 août, 1,6t. encore le 22 décembre.

Selon M. Hayakawa,

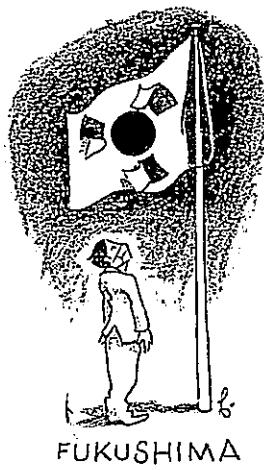
directeur du quotidien "Fukushima Minpo Newspaper", il est difficile d'apporter du crédit au discours de Tepco :

Tepco n'est pas pour nous une source fiable sur l'état réel de la centrale, sur les fuites et la nature des risques. Non parce qu'ils falsifient les données, mais tout simplement parce que l'entreprise est dépassée, débordée et toujours plongée dans l'affolement. Tepco n'est pas en

Suite ---->

mesure de trier correctement ses propres informations..." Quoi qu'il en soit les opérations de démantèlement de Fukushima dureront pour le moins jusqu'en 2050. Le plus délicat, ce sera certainement la désincarcération des coeurs des trois réacteurs de Fukushima. Des coeurs fondu, enfouis très profondément sous terre et réduits à l'état de corium : un magma métallique et minéral vitrifié hautement radioactif. Nulle part au monde une telle manœuvre n'a encore été tentée.

Autour de la centrale un gigantesque travail de décontamination se poursuit. 2.000 km² : c'est la surface à nettoyer autour de la centrale. "Environ 10 000 hommes œuvrent sur ces terrains dont la



décontamination est gérée par l'Etat, et au moins autant dans les zones plus faiblement affectées traitées par les collectivités locales". Le seul coût de la décontamination (et quelle

décontamination: les zones agricoles rabotées, les rues lessivées, les cours d'écoles grattées...?) pourrait atteindre les 44 milliards d'E. Ce travail sollicite peu d'enthousiasme: «Il ya 25% d'offres d'emplois sans candidats à la centrale de Fukushima, selon le gouvernement

japonais». Fin décembre les media ont relayé l'information selon laquelle des SDF sont recrutés par la mafia japonaise pour aller sur ces chantiers. Pas plus enthousiastes les habitants des zones interdites que l'on a semblé autorisés (voire incités) à

passer quelques nuits chez eux fin décembre. Cette mesure illustre la volonté du gouvernement japonais de faire revenir les populations sur leurs lieux de vie. C'est que l'indemnisation des sinistrés coûte cher. Le montant total des fonds demandés par TEPCO à l'Etat japonais pour l'indemnisation des victimes s'élève à plus de 33 milliards d'euros. Ces sommes sont censées être remboursées ultérieurement par Tepco.

Le mot de la fin(bien provisoire) revient à Antonio Pagnotta: «Le pouvoir japonais est dans une attitude de déni. On limite les dégâts économiques, et on sacrifie la sécurité et la santé des citoyens. On ne cherche pas à connaître l'état de santé réel des populations. On construit l'ignorance. Je crains que tout cela ne conduise à une immense catastrophe sanitaire. Je vois le Japon comme un immense abattoir.»

(Voir page 8 Se documenter)

Initiatives pour les énergies nouvelles en Haute Mayenne

Le 07 février dernier, l'Université du temps libre en Haute Mayenne proposait des interventions de personnes actrices en matière d'énergies nouvelles dans ce territoire.

Justine Manceau, chargée de la mission climat dans ces lieux établissait un diagnostic des consommations traduit en tonnes équivalent pétrole (tep), à savoir : 53% de produits pétroliers, 22% d'électricité, 12% de gaz naturel et seulement 12% d'énergies renouvelables. C'est le secteur résidentiel et tertiaire qui est le plus gourmand en énergie (42%).

Pour 2020, l'objectif serait d'arriver à 49% en consommation électrique par l'éolien et 22% en thermique à partir du bois, du solaire, des déchets et effluents.

Joël Gernot, agriculteur bio, a travaillé depuis 15 ans sur le développement du bois déchiqueté pour le chauffage. Par le biais des Cumas et d'acteurs telles que les scieries et associations environnementales,

«Mayenne Bois Energie» a vu le jour en 2008.

Avec le souci de ne pas détruire le patrimoine naturel, la plateforme créée à Parigné su Braye permet actuellement d'alimenter le Foyer de Copainville et l'hôpital de Mayenne.

Jean-François Leblanc, représentant d'Energie Team, 4ème exploitant de l'éolien en France, évoquait les difficultés rencontrées pour l'implantation d'éoliennes. La réglementation toujours changeante et la contrainte de 5 éoliennes par parc ne rendent pas la tâche facile. Pourtant, cette activité est porteuse d'emplois...

Bien que nous ayons le 2ème gisement de vent en Europe, nous sommes à la traîne pour s'investir dans cette filière. Il est vrai que 'autres budgets tel le nucléaire obèrent ces développements prometteurs.

Aujourd'hui, nous nous prévalons d'un des coûts les plus bas en électricité. Par quels artifices et demain, sans aucun doute, la donne changera. En tout cas, nous aurons toujours ce boulet nucléaire au pied.



Ce livre est né à l'initiative de l'association «Les Cabanons» organisatrice, depuis 2004 de la **Fête de la Terre** dans le village de Fontaine-Daniel en Mayenne et présidée par Raphaël Denis. Les entretiens qui le composent ont été réalisés avec plus de vingt intervenants dont Jean-Marie Pelt, Jocelyne Porcher, Francis Hallé, Serge Latouche, les propos recueillis pour la plupart par Nathalie Calmet et Mohammed Taleb. L'ouvrage est préfacé par l'écrivain Michel Cazenave. Un beau titre ...un beau contenu! (rubrique "Beaux-livres" de la revue l'Ecologiste) Editions du Palais automne 2013. 28euros



«La France nucléaire» L'art de gouverner une technologie contestée
Sezin Topçu éd. Seuil 2013 21 Euros

Dans cet ouvrage, Sezin Topçu, historienne et sociologue des sciences chargée de recherche au CNRS, analyse le succès de la nucléarisation de la France malgré les fortes oppositions des années 70; elle décortique les stratégies gouvernementales pour contenir -réprimer, contourner, devancer, coopter, canaliser, «scientifiser»... les critiques par «l'institutionnalisation des acteurs critiques» (commissions locales d'information, débats publics bidons, utilisation d'un novlangue au vocabulaire éducoré...) et tout cela malgré les ratés de Tchernobyl et Fukushima.

Dans notre «démocratie atomisée», cet ouvrage «pourrait, devrait être le livre de chevet de toute personne souhaitant comprendre ce qu'est l'exception nucléaire française» (La Décroissance 10/13)

«Le dernier homme de Fukushima»

Antonio Pagnotta éd. Don Quichotte 17,90Euros

Naoto Matsumura vivait dans la zone évacuée après la catastrophe du 11 mars 2011, une région qu'a habité sa famille durant 5 générations. Ni héros kamikaze, ni militant anti-nucléaire -il a travaillé à la construction de la centrale de Fukushima- ce fermier de 52 ans, «pour garder son honneur et son humanité», a refusé de quitter la zone contaminée, acceptant de vivre sans eau ni électricité sur cette terre condamnée, pour nourrir les centaines d'animaux abandonnés par leurs propriétaires lors de l'évacuation: il est devenu «le maître d'une ville irradiée dans un monde éteint».

Si l'on est un tant soit peu attaché à la terre qui nous nourrit, on ne peut rester insensible à la lecture de ce bouleversant témoignage d'un homme qui a préféré affronter la contamination plutôt que subir le déshonneur des hibakusha (les irradiés d'Hiroshima et Nagasaki).

Antonio Pagnotta
Le dernier
homme



Autres infos

Sur le site de la COEDRA:

- Un salon du nucléaire !
- Le changement climatique, une vue de l'esprit ?
- Transition énergétique: le changement c'est quand?
- Accident nucléaire: s'opposer à la stratégie du lobby

Les dessins humoristiques illustrant notre magazine sont l'oeuvre de François Soutif qui expose au "Grand Nord" à Mayenne jusqu'au 22 février.
Sculptures et autres œuvres.

Comité de rédaction

- Gérard Madiot 02 43 68 57 92
gerard.madiot0100@orange.fr
- Bernard Munoz 02 43 37 97 26
bernard.munoz@wanadoo.fr
- Jacques Mathien 02 43 00 83 52
jacques.mathien@wanadoo.fr
- Yves Soutif 02 43 37 08 64

Ou ailleurs

- A lire absolument: les deux articles du Canard Enchaîné du 31/12/2013 sur la problématique des déchets nucléaires.
- A ré-écouter: "Péril sur les normes sociales et environnementales" sur France Culture, Emission "Terre à Terre" du 18/01/2014